

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-TROISIÈME SESSION

*Documents officiels**

DEUXIÈME COMMISSION
14e séance
tenue le
vendredi 14 octobre 1988
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 14e SEANCE

Président : M. NAVAJAS MOGRO (Bolivie)

SOMMAIRE

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.2/43/SR.14
18 octobre 1988

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (A/43/3, A/43/8 et Add.1, A/43/122, A/43/214, A/43/235, A/43/273, A/43/325, A/43/336, A/43/341, A/43/360, A/43/367 et Corr.1 et 2, A/43/370, A/43/393, A/43/432, A/43/435, A/43/446, A/43/457, A/43/460, A/43/463, A/43/544, A/43/587, A/43/671, A/43/688, A/43/695; A/C.2/43/4, A/C.2/43/L.2, A/C.2/43/L.3, A/C.2/43/L.4) (suite)

1. M. GOUDIMA (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que les travaux du Conseil économique et social revêtent une importance croissante dans le contexte du renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies et de la réaffirmation de ses idéaux et principes. Malheureusement, les succès politiques remportés par l'Organisation n'ont pas eu de contrepartie dans le domaine économique. Comme le Conseil le souligne dans son rapport, la pauvreté s'est aggravée au cours des 10 dernières années et les contradictions de la situation économique mondiale ont entraîné des difficultés accrues pour les pays en développement. Il n'est donc pas surprenant que le Conseil ait accordé une place aussi grande à l'examen des problèmes économiques et à la recherche de nouvelles solutions lors de sa seconde session ordinaire. Dans l'ensemble, les débats ont été constructifs et des résolutions utiles ont été adoptées au sujet d'un certain nombre de questions telles que la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, les programmes d'assistance en faveur de l'Afghanistan, la coopération dans le domaine de l'environnement, etc. L'adoption par consensus de la résolution sur "l'identification rapide des faits nouveaux intéressant l'économie mondiale" (1988/75) est une initiative importante qui permettra de renforcer la stabilité et la prévisibilité des relations économiques internationales. La RSS d'Ukraine pense qu'il faut s'attacher à mieux maîtriser l'interdépendance. Une meilleure prévisibilité favorisera en définitive l'instauration d'une coopération internationale sûre et bénéfique pour tous les Etats.

2. Les questions écologiques retiennent de plus en plus l'attention de la communauté internationale car on sait qu'elles peuvent influencer le destin de toute l'humanité. La RSS d'Ukraine considère que le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires doivent jouer un rôle de catalyseur pour coordonner les efforts des Etats et toutes les initiatives axées sur la protection de l'environnement, aux niveaux international, régional et national. En 1987, elle avait présenté, conjointement avec la Tchécoslovaquie, un projet de résolution sur la sécurité écologique internationale. Elle présentera à nouveau un texte similaire à la présente session, en collaboration avec d'autres pays socialistes, pour encourager un dialogue sur cette question et permettre ainsi l'instauration d'un environnement économique harmonieux et sûr pour tous les membres de la communauté internationale.

3. Les pratiques économiques israéliennes dans les territoires palestiniens et les autres territoires arabes occupés et l'assistance au peuple palestinien occupent toujours une place importante dans les travaux du Conseil. La situation dans cette région montre bien que la réalisation intégrale des droits légitimes du

/...

(M. Goudima, RSS d'Ukraine)

peuple palestinien et des autres populations arabes ne peut intervenir que dans le cadre d'un règlement global, juste et durable du conflit du Moyen-Orient, avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP.

4. Le Conseil économique et social a adopté plusieurs autres résolutions et décisions utiles qui nécessiteront un renforcement de la coopération internationale. Elles concernent par exemple l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, la Déclaration de Khartoum, etc. Certaines n'ont pas pu faire l'objet d'un consensus, mais on peut espérer que les Etats Membres prêteront leur concours pour résoudre les problèmes qu'elles évoquent. La RSS d'Ukraine regrette cependant qu'on ait reporté l'examen du projet de résolution sur le renforcement de la confiance dans les relations économiques internationales, présenté par la Pologne. Elle est convaincue que le problème de la confiance doit être impérativement examiné si l'on veut développer la coopération économique. A ce propos, elle voudrait attirer l'attention sur la récente déclaration des Etats membres du Pacte de Varsovie (juillet 1988), qui préconise un renforcement de la confiance et de la coopération dans tous les domaines - politique, militaire, économique, humanitaire et écologique.

5. La RSS d'Ukraine appuie pleinement le renforcement du rôle du Conseil économique et social. Bien que la Commission spéciale chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental des Nations Unies dans les domaines économique et social ne soit pas parvenue à un consensus, ses travaux ont été fructueux et on peut espérer que le processus de réforme actuellement en cours sera mené à bien. La résolution sur la "revitalisation du Conseil" (1988/77) constitue un pas important dans cette direction, car elle énonce des directives précises en vue d'améliorer les méthodes de travail du Conseil. La RSS d'Ukraine appuiera activement sa mise en oeuvre. C'est aussi dans cette perspective qu'elle a présenté sa candidature aux élections au Conseil, au titre du Groupe des Etats d'Europe orientale. Elle espère que cette candidature sera bien accueillie.

6. M. MISSARY (Yémen démocratique) réaffirme l'importance du Conseil économique et social dans le cadre de la coopération économique internationale en vue de résoudre la crise économique actuelle. Une redéfinition des rapports existants entre l'Assemblée générale et le Conseil ainsi que des mesures garantissant la mise en oeuvre des nombreuses résolutions et recommandations adoptées par l'ONU depuis de nombreuses années dans les domaines économique et social renforcerait encore l'efficacité du Conseil et de l'Organisation. Le rôle de l'ONU serait cependant facilité si les Etats Membres s'acquittaient pleinement de toutes leurs obligations financières à son égard.

7. Les nombreuses recommandations et décisions adoptées par le Conseil lors de sa seconde session ordinaire, notamment la résolution 1988/77 concernant la revitalisation du Conseil et la décision 1988/160 relative au transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés, devraient contribuer à relancer les efforts dans ces domaines. Les résultats obtenus en ce qui concerne

/...

(M. Missary, Yémen démocratique)

d'autres questions et en particulier la Stratégie internationale pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, la protection de l'environnement et le rôle des femmes dans le développement sont également encourageants et il faudrait maintenant redoubler d'efforts dans cette voie.

8. M. RAVI (Inde) s'associe aux observations faites par le Président du Groupe des 77 au sujet du point 12 de l'ordre du jour.

9. L'Inde a toujours attaché une importance considérable à la question des établissements humains, comme en témoigne l'adoption de plusieurs plans quinquennaux et la mise en place d'un cadre juridique, financier et institutionnel favorable aux efforts déployés par les particuliers, les groupes et les institutions. L'Inde espère que l'Assemblée générale fera sienne la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 adoptée par la Commission des établissements humains et lance un appel à l'ensemble de la communauté internationale pour qu'elle participe à la mise en oeuvre de cette stratégie sous la direction de la Commission.

10. M. Ravi espère également que l'Assemblée générale pourra donner suite au projet de décision 1988/178, présenté par le Groupe des 77 lors de la seconde session ordinaire du Conseil économique et social concernant la relance de la croissance économique et du développement des pays en développement et la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur cette question. Le Groupe des 77 est également à l'origine de la résolution concernant la revitalisation du Conseil (1988/77), qui revêt une importance considérable compte tenu de la réforme des activités du système des Nations Unies dans les domaines économique et social.

11. En ce qui concerne la question plus générale de la restructuration et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, il convient de rappeler que les positions adoptées par le Groupe des 77 lors des discussions et des négociations au sein de la Commission spéciale constituent un tout cohérent dont les divers éléments ne sauraient être traités isolément. Il est regrettable que la Commission spéciale n'ait pu parvenir à un ensemble de conclusions acceptables concernant la restructuration, mais les négociations ont cependant permis de dégager une certaine convergence de vues, ce qui devrait faciliter les travaux futurs. Il serait cependant prudent, avant d'examiner la question des organes subsidiaires et de la structure du Secrétariat, de voir comment la résolution 1988/77 du Conseil économique et social sera mise en oeuvre et quel aura été le sort réservé aux différentes propositions présentées par le Groupe des 77 devant la Commission spéciale.

12. M. AL-SAAN (Oman) dit que les décisions adoptées lors de la seconde session ordinaire de 1988 du Conseil économique et social ont clairement montré l'importance que la communauté internationale accorde aux problèmes économiques actuels et à leurs conséquences tragiques sur les pays en développement. Ces problèmes sont tels que seule une action internationale pourra permettre de les résoudre et de briser le cercle vicieux du sous-développement. Le Conseil

(M. Al-Saan, Oman)

économique et social, qui est le principal organe des Nations Unies compétent dans les domaines économique et social, devrait continuer de coordonner les actions du système dans ce domaine. Il serait également souhaitable qu'une certaine coordination et intégration existe entre le Conseil et la Deuxième Commission.

13. Les résolutions du Conseil relatives à l'assistance au peuple palestinien et aux pratiques économiques israéliennes dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés devraient être suivies d'effets afin d'atténuer les souffrances du peuple palestinien.

14. En ce qui concerne l'environnement, la résolution concernant les mouvements des produits et des déchets toxiques et dangereux devrait rallier tous les suffrages. Oman est très attaché à la protection de l'environnement comme en témoigne la création d'un ministère de l'environnement chargé de lutter contre la pollution et de protéger les ressources naturelles et d'un conseil pour la protection de l'environnement ainsi que la coopération qu'il entretient avec le PNUE et d'autres organismes compétents. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts systématiques dans le domaine de la protection de la santé et de l'environnement.

15. Enfin, il faut tenir compte des propositions avancées par certaines délégations concernant les travaux du Conseil, étant donné les mesures déjà prises pour le revitaliser et rationaliser ses activités.

16. M. HORN (Hongrie) dit que, si la puissance de certains centres de l'économie mondiale s'est renforcée, si les nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Extrême-Orient ont fait preuve d'une croissance dynamique et si le processus d'intégration s'est accéléré, certains pays ou régions n'en risquent pas moins de se marginaliser sur le plan économique, le fossé entre eux et les nantis ne cessant de se creuser. De nombreux problèmes, comme celui des échanges commerciaux mondiaux, du dysfonctionnement chronique du système monétaire et financier international et de la dette continuent à s'aggraver, ce qui montre bien la nécessité d'un vaste effort international. A cet égard, le Gouvernement hongrois accueille avec satisfaction la notion de développement viable et recommande de concevoir rapidement des mesures en vue de son application concrète.

17. L'évolution récente de la politique internationale a ouvert de nouvelles possibilités à tous. Sur les plans politique et militaire, l'affrontement est de plus en plus remplacé par des efforts visant à instaurer les relations de partenaires. La notion de sécurité, militaire à l'origine, s'étend aux domaines politique et économique, à l'environnement et aux droits de l'homme. La prise de conscience de l'interdépendance impose d'adopter une nouvelle approche aussi bien sur les plans national et international que dans les organisations internationales. Seule l'harmonisation des intérêts nationaux, régionaux et mondiaux permettra d'instaurer les conditions et de mobiliser les ressources nécessaires au développement socio-économique. Pour résoudre les problèmes de l'économie mondiale, tous les intéressés devront agir de concert.

/...

(M. Horn, Hongrie)

18. La coopération renforcée entre Etats européens témoigne d'une prise de conscience croissante de cette interdépendance. Tous les pays reconnaissent qu'il importe d'éliminer graduellement les pratiques discriminatoires établies jadis pour des motifs politiques et économiques et les barrières protectionnistes. A cet égard, la signature récente d'un accord de coopération entre la Hongrie et la Communauté économique européenne constitue un progrès significatif.

19. L'évolution économique rapide impose d'évaluer avec réalisme le rôle des organismes internationaux, y compris l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, qui doivent assumer des responsabilités accrues. En conséquence de la mondialisation des problèmes économiques, il convient d'assigner de nouvelles tâches concrètes à ces organisations, de faire en sorte qu'elles soient mieux adaptées à l'évolution économique et de montrer davantage d'esprit de conciliation. Le Gouvernement hongrois est convaincu que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées pourront relever les défis de l'économie mondiale. Pour que les organisations internationales puissent s'acquitter de leur mission il faudra notamment améliorer leurs fonctions concernant la prévision de l'évolution économique, commerciale, financière, monétaire et écologique. Ces organisations devraient également pouvoir prévoir, gérer et résoudre les conflits. En fait, il est impératif de rationaliser les méthodes de travail et de réformer les mécanismes institutionnels. Il conviendrait d'éliminer les instances faisant double emploi, de supprimer dans les ordres du jour les questions dont l'examen n'a donné lieu qu'à des débats futiles, d'actualiser le mécanisme de prise de décisions et de rendre aux résolutions des Nations Unies leur juste valeur en adoptant des décisions tenant compte des réalités et des intérêts des participants et fondées sur un consensus.

20. La Hongrie, pleinement consciente que son développement dépendra de la souplesse avec laquelle elle s'adaptera à l'évolution de l'économie mondiale et de la mesure dans laquelle elle participera à la coopération économique internationale, cherchera à continuer à faire preuve d'initiative et à jouer un rôle actif dans les relations internationales.

21. M. WOLFF (Colombie) se félicite des nombreux résultats obtenus par le Conseil économique et social au cours de l'année écoulée ainsi que de l'adoption par consensus de la résolution 1988/77 sur la revitalisation du Conseil qui devrait constituer, avec l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'ONU dans les domaines économique et social, le point de départ d'une réforme de l'ensemble des activités du système des Nations Unies dans ces domaines.

22. La Deuxième Commission a cependant à son ordre du jour d'autres questions extrêmement importantes en rapport avec les travaux du Conseil économique et social (situation des pays en développement, problème de l'endettement, etc.) qui risquent de détruire le prestige et la crédibilité des organismes internationaux si ceux-ci ne font pas la preuve de leur capacité à trouver des solutions. Il convient à cet égard de mentionner la proposition du Groupe des 77 concernant la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la relance de la

/...

(M. Wolff, Colombie)

croissance économique et du développement des pays en développement, afin de permettre à ces pays de sortir de l'inquiétante situation dans laquelle ils se trouvent depuis plusieurs années déjà. Le fait que ce soit le Groupe des 77 qui se charge de définir les questions qui seront abordées à cette occasion et soit ainsi responsable du succès de la session est encourageant car il sera à même de parvenir à des engagements qui garantiront le caractère approprié des mécanismes et objectifs proposés.

23. La Colombie a toujours considéré qu'il fallait accorder une attention suffisante aux ressources humaines. C'est pourquoi elle est à la fois surprise et déçue de constater que même entre pays en développement, il est devenu difficile d'aborder des questions aussi délicates que l'investissement social, la gestion des ressources humaines et la lutte contre la pauvreté. Ces pays redoutent que l'analyse de la situation faite par l'ONU et par les pays développés les conduise à limiter leur action à des programmes d'assistance qui ne feraient qu'accentuer les déséquilibres existants en ce qui concerne la distribution des ressources destinées à éliminer les causes de l'extrême pauvreté.

24. La situation générale est donc inquiétante. Il doit cependant être possible de définir un cadre d'action où la justice sociale et le développement soient compatibles et tolérables. Les propositions du Canada, du Danemark (au nom des pays nordiques) et de la Chine donnent à penser qu'une nouvelle approche, permettant de s'affranchir des limites existantes, recevra un appui suffisant.

25. M. SIALA (Jamahiriya arabe libyenne) rappelle que son pays, membre du Conseil économique et social, a activement participé aux débats de cet organe et souscrit aux propositions contenues dans le rapport. Le Conseil est appelé à jouer un rôle croissant, compte tenu de la situation économique internationale et il importe de l'améliorer et de renforcer ses fonctions de coordination des activités des institutions spécialisées. Il conviendrait que les Etats Membres s'emploient à assurer l'application de la résolution 1988/77 sur la revitalisation du Conseil, qui vise à permettre au Conseil de mieux s'acquitter du mandat qui lui a été confié aux termes des Chapitres IX et X de la Charte et des résolutions ultérieures de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne la formulation des politiques, le suivi de la mise en oeuvre des stratégies, politiques et priorités générales définies par l'Assemblée générale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, les activités opérationnelles ainsi que la coordination des activités du système des Nations Unies dans les domaines économique et social. L'intervenant appelle l'attention sur la nécessité, pour les Etats Membres, de mener des consultations efficaces avec le Secrétariat afin de mettre en oeuvre la partie de la résolution 1983/77 intitulée "méthodes de travail et organisation des travaux", de renforcer les services du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de tenir dûment compte du principe de la répartition géographique équitable lors du recrutement des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU dans les domaines économique et social.

26. L'intérêt que le Conseil économique et social porte à l'environnement est pleinement justifié. Il convient notamment d'étudier de manière plus approfondie les incidences écologiques des activités des sociétés transnationales dans les pays

(M. Siala, Jamahiriya arabe libyenne)

en développement. Le Congrès populaire de la Jamahiriya arabe libyenne, également préoccupé par le problème de l'environnement, a adopté au début de l'année une déclaration dans laquelle il a notamment demandé l'élimination des armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

27. L'intervenant, se référant à la résolution 1988/65 du Conseil économique et social, dénonce les agissements de l'entité sioniste dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés. Les pratiques et mesures financières, foncières et juridiques déjà décrites par l'Arabie saoudite et la Syrie sont en violation flagrante avec la Déclaration universelle des droits de l'homme en ce qui concerne l'utilisation des ressources économiques.

28. M. ASA-EL (Israël) présentant une motion d'ordre, prie le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne d'appeler l'Etat d'Israël par son nom et de s'abstenir de le désigner par l'expression "l'entité sioniste".

29. M. SIALA (Jamahiriya arabe libyenne) dit que l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité morale d'aider le peuple palestinien, car elle a participé à sa dispersion. Il prie la communauté internationale d'intensifier ses efforts pour aider le peuple palestinien à rentrer dans ses territoires et créer un Etat indépendant. Le soulèvement du peuple palestinien prouve qu'un peuple petit et désarmé peut faire face aux persécutions qui visent à lui imposer l'identité israélienne.

30. Les mesures protectionnistes adoptées par les pays industrialisés découragent les pays en développement d'exporter et éloignent toute perspective d'un allègement de la dette et d'une revitalisation des mécanismes de crédit. La Jamahiriya arabe libyenne est très touchée par ces mesures, en sa qualité de pays exportateur de produits chimiques et pétrochimiques.

31. L'infestation acridienne s'étend dans tout le nord de l'Afrique et détruit des millions d'hectares de terres agricoles et de pâturages, ce qui compromet la sécurité alimentaire et menace d'accroître la faim et la pauvreté. La Jamahiriya arabe libyenne a créé un comité national de lutte contre l'infestation acridienne, qui agit en coordination avec d'autres pays arabes. Des réunions consacrées à cette question ont eu lieu en Tunisie, en Mauritanie, en Algérie, au Maroc, en Jamahiriya arabe libyenne et à Rome au siège de la FAO. Toutefois, les pays touchés sont convaincus que leurs seuls efforts ne suffiront pas. La communauté internationale doit les seconder, car ce problème dépasse les frontières nationales et régionales.

32. M. DOLJINTSEREN (Mongolie) dit que les travaux du Conseil économique et social ont été fructueux en 1988. L'esprit de coopération et de dialogue dont les délégations ont généralement fait preuve a permis d'adopter un plus grand nombre de résolutions par consensus. La résolution 1988/77 qui a trait à la revitalisation du Conseil, est particulièrement importante car elle précise ses fonctions et ses rapports avec les autres organes qui ont des attributions parallèles. Son application contribuera certainement à améliorer le fonctionnement du Conseil et à renforcer son rôle au sein du système des Nations Unies.

(M. Doljintseren, Mongolie)

33. On a également continué à étudier de quelle manière le Conseil pourrait aider à résoudre les problèmes internationaux urgents qui relèvent de sa compétence. C'est précisément sous cet angle qu'il faut apprécier les travaux de la Commission spéciale chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental des Nations Unies dans les domaines économique et social. Il n'a pas été possible de parvenir à un consensus mais, dans l'ensemble, le dialogue établi a tout de même porté ses fruits. De nombreuses idées et propositions utiles ont été avancées. Par exemple, la délégation mongole juge très intéressante la proposition du Groupe des 77 sur l'élargissement de la composition du Conseil à tous les Etats Membres. Elle appuie la proposition tendant à ce que l'on organise périodiquement des sessions au niveau ministériel. Une telle initiative conférerait une autorité accrue au Conseil et lui permettrait de jouer un rôle plus important dans l'analyse et la solution des problèmes internationaux. L'adoption d'une résolution sur les programmes d'assistance en faveur de l'Afghanistan (1988/52) constitue un fait nouveau. La Mongolie voit là la preuve que le Conseil peut également jouer un rôle concernant les aspects humanitaires de certains problèmes politiques complexes. L'assistance offerte à l'Afghanistan sera encore plus efficace si les accords de Genève sont intégralement respectés par toutes les parties. Pour sa part, la Mongolie a annoncé qu'elle était prête à s'associer à la mise en oeuvre du programme, dans la mesure de ses possibilités.

34. La résolution 1988/75, intitulée "Identification rapide des faits nouveaux intéressant l'économie mondiale", est un texte très important car elle laisse entrevoir pour la première fois une volonté de remédier aux désordres de l'économie mondiale, par le biais de mesures préventives. A cet égard, la Mongolie pense qu'il serait possible et souhaitable de créer, au sein du Département des affaires économiques et sociales internationales, un petit groupe de travail qui serait chargé d'analyser les problèmes économiques urgents au niveau international et de signaler rapidement, sur la base de cet examen, les conséquences négatives que ces problèmes pourraient avoir pour l'économie mondiale. Ce groupe pourrait comprendre des experts internationaux hautement qualifiés et des représentants des différents organismes économiques du système des Nations Unies.

35. La situation extrêmement préoccupante des pays d'Afrique subsaharienne a largement retenu l'attention du Conseil. La communauté internationale doit prendre des mesures urgentes pour aider ces pays. Il faudrait en particulier appliquer intégralement le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, et les mesures connexes qui ont été récemment recommandées par le Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale, dans son rapport (A/43/664).

36. L'importance capitale que les ressources humaines revêtent pour la solution des problèmes économiques a été largement soulignée au Conseil et dans d'autres instances, notamment les commissions régionales. Des documents ont été adoptés, tels que la Déclaration de Khartoum (Vers une approche du redressement socio-économique et du développement en Afrique centrée sur l'homme) et le Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région

/...

(M. Doljintseren, Mongolie)

de la CESAP. Dans ce contexte, la délégation mongole attire de nouveau l'attention sur la résolution 1987/81 du Conseil, qui a été adoptée l'an dernier à l'initiative de la Mongolie et de plusieurs autres pays. Par ailleurs, on pourrait aussi envisager d'organiser une conférence internationale consacrée tout spécialement au problème des ressources humaines, sous l'égide de l'ONU.

37. A sa dernière session, le Conseil a adopté d'autres résolutions utiles, par exemple sur l'assistance au peuple palestinien, l'environnement, le rôle de la Commission des sociétés transnationales, etc. La délégation mongole regrette toutefois qu'il ait fallu procéder à un vote pour certaines d'entre elles. Un consensus eût été préférable.

38. Les commissions régionales du Conseil économique et social contribuent notablement, au niveau régional, à résoudre les problèmes économiques internationaux. La Mongolie, pays membre de la CESAP, participe activement aux travaux de cet organe dans la mesure de ses possibilités. A l'occasion de la quarante-quatrième session de la Commission, elle a présenté deux projets de résolution qui ont été adoptés par consensus. Ils concernaient la célébration d'une année internationale de l'alphabétisation et les aspects sociaux du développement rural. Elle espère que ces résolutions et ses autres initiatives permettront d'encourager la coopération et de mieux résoudre les problèmes socio-économiques au niveau de la région.

La séance est levée à 11 h 35.